



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

**CHAUMONT, le 22 juin 2021**

**Nos réf. : SHM/CF/NA n° 21-108**

T:\UD 10 52\Activites\ICPE-52\1\_Autorisation\  
ESKA\_(ex\_CFF\_Recycling)\_Saint\_Dizier\3 - V\I\  
2021\_05\_21\2021\_06\_22\_LET\_pour\_exploitant VF.odt

**Vos réf. : -**

**Affaire suivie par : Cyril FUSELIER**  
cyril.fuselier@developpement-durable.gouv.fr

**Tél. : 03 25 30 21 54**

**Courriel : ud52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr**

**Le directeur régional,**

**à**

**Monsieur le Directeur  
Société ESKA  
44/46, rue Jeanne d'Arc  
52100 SAINT-DIZIER**

**Objet : Visite d'inspection du 21 mai 2021**

**PJ : Copie du rapport de visite d'inspection.  
Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure**

**LETTRÉ RECOMMANDÉE AVEC AR N°1A 181 437 6368 3**

**Monsieur le Directeur,**

Je vous prie de trouver ci-joint le rapport de l'Inspection de l'environnement (installations classées) relatif aux constats effectués sur votre site sis 44/46 rue Jeanne d'Arc à SAINT-DIZIER, à l'occasion de la visite de contrôle du 21 mai 2021.

Je vous invite à en prendre connaissance avec attention.

Lors de la visite d'inspection objet de la présente lettre, il est apparu que les installations présentes sur le site ne respectaient pas la réglementation en vigueur en matière de rejet des effluents aqueux, de détection incendie, et que la conformité des installations devait être démontrée en matière de défense extérieure contre l'incendie .

Par conséquent, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet de la Haute-Marne de vous mettre en demeure de mettre vos installations en conformité, dans les délais proposés dans le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure que vous trouverez ci-joint.


Cette transmission a lieu conformément aux articles L. 514-5 et L. 171-6 du code de l'environnement. **Vous disposez d'un délai de 15 jours à réception de ce courrier pour faire part de vos observations à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) sur ce projet d'arrêté.**

Passé ce délai et sans observation de votre part, monsieur le préfet signera cet arrêté en l'état avant de vous le notifier.

Par ailleurs, je vous demande de bien vouloir m'adresser sous 15 jours les éléments justifiant du respect des prescriptions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie sur votre site (plans avec distances entre les points d'eau et les installations, etc.).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le chef de l'Unité départementale  
Aube – Haute-Marne



Hubert MENNESSIEZ